

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle: 23068 C

Inscrit le 18 juin 2007

Audience publique du 6 novembre 2007

Recours formé par le ministre des Finances dirigé contre un jugement du tribunal administratif rendu dans l'affaire ayant opposé la société anonyme ... à trois bulletins d'impôt émis par le bureau d'imposition Sociétés 2 en matière d'impôt sur le revenu des collectivités

**- Appel -
(jugement entrepris du 7 mai 2007, n° 21330 du rôle)**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 2306C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 18 juin 2007 par Monsieur le délégué du Gouvernement Guy Schleder, agissant en nom et pour compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, sur base d'un mandat lui conféré par la ministre des Finances en date du 29 mai 2007, contre un jugement rendu en matière d'impôt sur le revenu des collectivités par le tribunal administratif le 7 mai 2007, à la requête de la société anonyme ..., établie et ayant son siège social à ..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro ... tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision implicite du directeur de l'administration des Contributions directes suite au silence par lui observé par rapport à sa réclamation du 27 septembre 2005 contre trois bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités pour les années 2000, 2001 et 2002, tous émis à son égard le 18 août 2005 par le bureau d'imposition Sociétés 2 ;

Vu la notification de ladite requête d'appel par voie postale à l'intimée la société ... et à son mandataire Maître Eyal Grumberg en date du 18 juin 2007 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 30 août 2007 par Maître Arsène Kronshagen pour la société anonyme ..., représentée par ses administrateurs judiciaires provisoires actuellement en fonctions ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Où le conseiller en son rapport à l'audience publique de la Cour administrative et le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein, ainsi que Maître Frédérique Lerch, en remplacement de Maître Arsène Kronshagen, en leurs observations orales.

Par requête, inscrite sous le numéro 21330 du rôle, déposée le 28 avril 2006 au greffe du tribunal administratif par Maître Eyal GRUMBERG, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, la société anonyme ..., établie et ayant son siège social à ..., représentée par son conseil d'administration en fonctions, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., a demandé la réformation, sinon l'annulation d'une décision implicite du directeur de l'administration des Contributions directes suite au silence par lui observé par rapport à sa réclamation du 27 septembre 2005 contre trois bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités pour les années 2000, 2001 et 2002, tous émis à son égard le 18 août 2005 par le bureau d'imposition Sociétés 2.

Le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties, en date du 7 mai 2007 a décidé ce qui suit :

déclare irrecevable le recours principal en réformation en ce qu'il entend déférer au tribunal une décision implicite de rejet du directeur de l'administration des Contributions directes, reçoit le recours en réformation en la forme en ce qu'il est dirigé contre les trois bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités des années 2000, 2001 et 2002, datant du 18 août 2005, au fond, le déclare justifié, partant, par réformation des trois bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités pour les années 2000, 2001 et 2002, émis le 18 août 2005 à l'égard de la société ..., dit que

- les commissions litigieuses à hauteur de 4.144.785 LUF, soit 102.746,55 € pour l'année 2000,*
- les commissions en cause à hauteur de 5.783.483 LUF, soit 143.368,80 € pour l'année 2001,*
- la commission litigieuse à hauteur de 40.000 € pour l'année 2002*

sont à qualifier de dépenses d'exploitation déductibles au sens de l'article 45 LIR au titre des années d'imposition respectives, renvoie l'affaire devant le directeur de l'administration des Contributions directes en vue de sa transmission au bureau d'imposition compétent pour exécution.

Le délégué du Gouvernement Guy Schleder, agissant en vertu d'un mandat du ministre des Finances du 29 mai 2007 a déposé une requête d'appel au greffe de la Cour administrative en date du 18 juin 2007.

L'appel est limité à la partie du jugement entrepris qui a déclaré que la sanction du refus de déduction des dépenses prévue par l'alinéa 3 du § 205 a AO n'est pas justifiée et que le bureau d'imposition n'était pas admis à appliquer de plano la sanction du refus de déduction des commissions prévue par le § 205 a (3) AO, les renseignements fournis par la requérante même s'ils ne répondent « *pas entièrement* » aux exigences du § 205 a (2) AO permettant de conclure avec une « *probabilité suffisante* » que les commissions litigieuses ont été versées à des personnes résidant à l'étranger et partant non soumises à la compétence fiscale luxembourgeoise.

Le Gouvernement demande la réformation du jugement du 7 mai 2007 estimant que le tribunal a fait une interprétation erronée des dispositions légales citées ci-dessus.

Le tribunal constaterait d'abord que le relevé des bénéficiaires soumis par la société ... au bureau d'imposition ne répond pas entièrement à l'exigence du § 205a (2) AO à défaut de fourniture des adresses exactes des personnes y renseignées (« *genau bezeichnet* »).

Il estimerait toutefois que le fait de ne pas refuser la communication des identités des bénéficiaires, identités ne renfermant que les noms, prénoms, localités et montants à l'exception des adresses exactes et que le relevé des bénéficiaires permettrait de conclure avec une « *probabilité suffisante* » que les commissions ont été versées intégralement à des personnes résidant à l'étranger et partant non soumises à la compétence fiscale luxembourgeoise, suffirait à la finalité du § 205a A.

Par ce raisonnement le tribunal administratif aurait non seulement fait une application erronée dudit paragraphe qui exigerait de révéler les adresses exactes des bénéficiaires faute de quoi le bureau d'imposition se trouverait dans l'impossibilité de chercher une confirmation auprès de ces derniers sur base du § 175 AO, mais il aurait créé une discrimination entre bénéficiaires résidents qui sont obligés de révéler leur adresse exacte et les bénéficiaires non résidents dispensés de cette obligation.

Par la suite le tribunal constaterait qu'au cas où le bureau d'imposition aurait entendu procéder à une vérification de la réalité des paiements de commissions litigieuses à travers des questions afférentes posées à certains des bénéficiaires des commissions en cause, il aurait incombé à ce bureau de solliciter formellement le dépôt, par la société ..., d'un relevé des apporteurs d'affaires comportant l'indication de leurs adresses faute de quoi il n'aurait qu'à conclure à la réalité des paiements des commissions litigieuses établie en cause.

Ce faisant le tribunal administratif aurait méconnu la réalité des faits et partant en aurait tiré une fausse conclusion alors que par courrier du 15 novembre 2005 le bureau d'imposition aurait justement demandé à la société ... les adresses exactes de toutes les personnes concernées.

Ce serait par une interprétation très généreuse des textes en faveur du contribuable que le tribunal, malgré la constatation que le contribuable n'a pas suffi aux exigences légales, aurait déclaré, avec « *une probabilité suffisante* », que la société demanderesse a rapporté la preuve des faits qu'elle a invoqué.

Il y aurait pourtant un pas à franchir de la réalité des paiements à leur qualification comme des commissions.

A cet égard, le tribunal se serait rassuré trop vite que les sommes ont été versées « *à des personnes résidant à l'étranger et partant non soumises à la compétence fiscale luxembourgeoise* ».

Il s'agirait de déterminer l'impôt dû par la requérante et non pas de rechercher l'évasion fiscale d'autrui.

Quant à la circonstance que les apporteurs d'affaires appartiendraient tous à des professions engagées dans l'ingénierie fiscale et auraient su comment rendre « *une preuve documentaire difficile* », celle-ci ne serait pas de nature à éliminer les doutes sur la nature réelle des opérations et ne permettrait pas de trancher en faveur de la dépense d'exploitation, ceci d'autant plus que les explications de la requérante manqueraient de sincérité.

Il ne serait par ailleurs pas crédible que la requérante ne connaisse pas l'adresse exacte de ceux qui lui apportent des affaires ceci d'autant plus que l'administrateur délégué Jumeaux aurait affirmé « *les connaître personnellement* ».

Maître Arsène Kronshagen, avocat à la Cour, a déposé un mémoire en réponse en date du 30 août 2007 pour compte de la S.A., représentée par ses administrateurs judiciaires provisoires actuellement en fonctions (ci-après « ... ») dans lequel il soulève en premier lieu l'irrecevabilité de la requête d'appel pour défaut de qualité respectivement défaut de capacité à agir dans le chef de la personne ayant relevé appel.

A la lecture de la requête d'appel, ce serait le délégué du Gouvernement qui figurerait en tant que partie appelante alors que seul l'Etat, certes pouvant être représenté par un délégué du Gouvernement, pouvait relever appel du jugement intervenu en date du 7 mai 2007.

Le défaut de qualité sinon de capacité serait constitué et l'appel interjeté en date du 18 juin 2007 devrait être déclaré irrecevable.

A titre subsidiaire, la partie ... entend encore soulever l'irrecevabilité de la requête d'appel déposée en date du 18 juin 2007 et ce, conformément à l'article 40 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives alors que le document annexé à la requête d'appel déposée le 18 juin 2007 ne pourrait valoir mandat alors que ne stipulant nullement que mandat est donné à Monsieur le délégué du Gouvernement pour relever appel du jugement en nom et pour compte de l'Etat, respectivement du ministre des Finances de sorte que l'appel devrait être déclaré irrecevable.

Quant au fond, s'il était certes incontestable qu'en l'espèce, la charge de la preuve appartient au contribuable alors que ce dernier a la charge de la preuve des faits réduisant ou libérant l'imposition, il serait également de principe que l'obligation de preuve à charge du contribuable se trouverait limitée à ce que l'on peut raisonnablement exiger du contribuable (§ 171, alinéa 1^{er} LGI, TA 26 avril 1999, SPINELLI c/ MONNER n° de rôle 10156).

Qu'ainsi, en matière fiscale, on pourrait affirmer que la charge de la preuve est le théâtre où s'affrontent des vraisemblances, celles du contribuable et celles de l'Administration fiscale et en cas de vraisemblances opposées, ce serait la vraisemblance la plus vraisemblable qui l'emporterait.

Qu'au surplus, en matière fiscale, la preuve serait libre et il n'existerait, contrairement à ce qui se passe en matière civile, aucune hiérarchie en matière de moyen de preuve.

Qu'ainsi, seraient admissibles au titre de preuve, les écrits, témoins, présomptions, expressions, voire de simples faisceaux d'indices.

Qu'en l'espèce, pour pouvoir bénéficier de la déduction article 45 (1) LIR, il incomberait au contribuable d'établir le lien causal exclusif entre l'activité de l'entreprise et la dépense engagée.

Pour rapporter cette preuve, la partie ... aurait déposé à l'appui de sa déclaration pour les années concernées, une comptabilité régulière et non autrement critiquée, respectivement contestée, par ailleurs, par l'administration, ainsi qu'un relevé des bénéficiaires de ses commissions.

Que pour tout autre renseignement, la partie ... a demandé, pour des raisons de confidentialité, à ne les fournir qu'oralement.

Que tout comme les premiers juges, la partie ... est d'avis que ces éléments de preuve seraient de nature à documenter l'apparence d'une réalité économique de l'opération sous-jacente aux dépenses litigieuses et à conforter de la sorte la preuve de la régularité attachée à la comptabilité.

Que dans ces conditions et conformément à une jurisprudence constante, il aurait appartenu dès lors au bureau d'imposition de faire état d'un quelconque indice suffisamment concret pour ébranler l'apparence ainsi créée et, par voie de conséquence, mettre en cause la régularité de ladite comptabilité et la réalité économique des relations commerciales à sa base afin de justifier ainsi le refus de déduction des commissions litigieuses.

Que cependant, l'Administration, qui aurait également une obligation de loyauté vis-à-vis du contribuable, se serait limitée à se retrancher derrière la pétition de principe suivant laquelle faute de communication d'une adresse exacte des bénéficiaires, elle se trouverait dans l'impossibilité de chercher une confirmation auprès de ces derniers sur base du § 175 AO, et qu'ainsi, la sanction du refus de déduction des commissions prévue par le § 205 a (3) AO serait justifiée.

Or, il y aurait lieu de constater, comme les premiers juges l'auraient fait, que la partie ... n'a pas refusé la communication des identités des apporteurs d'affaire, mais aurait livré les informations en sa possession.

Qu'ainsi, avant de refuser la déduction des commissions telles que prévue par le § 205 a (3) AO, le bureau d'imposition aurait dû exercer son pouvoir d'appréciation sur la question de savoir si les éléments fournis par la partie ... documenteraient à suffisance de faits la réalité des opérations des dépenses litigieuses et dans la négative, de solliciter des informations complémentaires.

La particularité de l'espèce tiendrait au fait que les bénéficiaires seraient des personnes physiques résidentes en France.

Or, conformément à l'article 156 LIR ensemble avec la convention de non double imposition conclue entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France, ce type de commission à qualifier de commerciales seraient imposables par le seul état français.

Comme la finalité du § 205 a AO consisterait à éviter toute collusion au profit du contribuable, respectivement de déterminer l'impôt dû par le seul contribuable luxembourgeois, la décision du Tribunal de distinguer entre les bénéficiaires résidents et les bénéficiaires non résidents, se justifierait pleinement.

Qu'en outre, l'exigence formulée par l'administration des Contributions directes quant à la production des adresses exactes des bénéficiaires desdites commissions n'aurait été formulée que par courrier du 15 novembre 2005, soit après l'émission des bulletins d'imposition litigieux ayant appliqué de plano la sanction du refus de déduction des commissions prévues par le § 205 a (3) AO.

Or, cette exigence n'aurait jamais été formulée auparavant par l'administration des Contributions directes.

La partie intimée rappelle finalement que lorsqu'une incertitude subsiste, l'administration fiscale ne pourrait pas refuser de fixer la quote d'impôt.

Quant à la recevabilité de l'acte d'appel

Les articles 39 et 40 de la loi précitée du 21 juin 1999 prévoient ce qui suit :

Art. 39. (1) L'appel est interjeté par une requête déposée au greffe de la Cour administrative, dénommée ci-après «Cour», en original et quatre copies et signifiée aux parties ayant figuré en première instance ou y ayant été dûment appelées.

(2) Faute par le requérant de signifier son recours dans le mois du dépôt du recours, celui-ci est caduc.

(3) Le dépôt de la requête d'appel vaut signification à l'Etat. Il en est de même pour le dépôt des mémoires subséquents.

(4) La requête d'appel doit être signée par un avocat, inscrit à la liste I des tableaux dressés par les conseils des ordres des avocats, ou par le délégué du Gouvernement ayant reçu mandat exprès à cet effet de l'Etat.

(5) Les règles établies pour les significations en matière de procédure civile sont applicables.

Art. 40. La signature de l'avocat ou du délégué du Gouvernement au bas de la requête ou des mémoires vaut constitution et election de domicile chez lui.

Si l'Etat relève appel par voie du délégué du Gouvernement, le mandat du membre du gouvernement dont émane la décision en cause doit figurer en annexe de la requête d'appel, à peine d'irrecevabilité.

La requête d'appel déposée au greffe de la Cour en date du 18 juin 2007 est libellée de la manière suivante :

« A l'honneur d'exposer très respectueusement Monsieur Guy SCHLEDER, Délégué du Gouvernement, agissant en vertu d'un mandat de Monsieur le Ministre des Finances du 29 mai 2007, que par les présentes, il relève appel contre un jugement... »,

Le troisième paragraphe de cette requête mentionne que *« le Gouvernement demande la réformation du jugement du 7 mai 2007 parce qu'il estime que le tribunal a fait une interprétation erronée des dispositions légales citées ci-dessus ».*

Etait joint à cette requête d'appel une notice signée par le ministre des Finances ayant l'intitulé suivant :

« Concerne : Affaire ... (n° 21.330)

Brm.- Transmis à Monsieur Guy Schleder, Délégué du Gouvernement auprès des juridictions administratives en vue de l'appel à interjeter dans l'affaire sous rubrique ».

Il résulte de la combinaison de ces deux documents que le délégué du Gouvernement Guy Schleder a déposé une requête d'appel pour compte du ministre des Finances en vertu d'un

mandat personnel émanant de l'autorité à laquelle la loi a accordé le pouvoir d'attribution de sorte que celle-ci est à déclarer recevable pour avoir été introduite dans les formes et délai de la loi.

C'est à juste titre que les premiers juges ont estimé que la prétention de la société ... à voir qualifier les commissions litigieuses à ses apporteurs d'affaires de frais d'obtention manque en droit alors qu'au vœu de l'article 103 LIR, qui fait partie de la section III intitulée « *dispositions communes aux catégories de revenus nets visées aux numéros 4 à 8 de l'article 10* » au sein du chapitre IV de la LIR, « *le revenu net de chacune des catégories de revenus visées aux numéros 4 à 8 de l'article 10 est constitué par l'excédent des recettes sur les frais d'obtention* ».

Ainsi, les commissions qu'un contribuable paie à des tiers en contrepartie de la transmission de nouvelles affaires dans le cadre de son activité de domiciliation de sociétés dans le but de développer cette activité doivent être qualifiées en leur principe de dépenses d'exploitation, de manière que les conclusions de la société ... que de telles commissions peuvent rentrer dans la notion de dépenses d'exploitation sont fondées.

La question qui divise les parties à l'instance et qui est actuellement soumise à la Cour est celle de la preuve de la réalité du lien causal et du paiement effectif des montants de commissions en cause.

C'est encore à bon droit que le tribunal administratif a retenu que c'est à tort que la société ... s'empare d'abord d'une présomption d'exactitude dont ses déclarations d'impôt devraient bénéficier, étant donné que les dispositions légales applicables, dont surtout les §§ 166, 170, 171, 204 et 205 AO, instaurent un régime qui ne fait bénéficier une déclaration d'impôt d'aucune présomption de véracité, mais qui impose au bureau d'imposition une mission de contrôle et d'examen objectif et impartial de la déclaration et d'investigations supplémentaires en cas de doute raisonnable sur le caractère véridique et complet de la déclaration, le contribuable étant corrélativement soumis à un devoir de collaboration avec le bureau d'imposition en éclairant les points douteux et en produisant des éléments de preuve qu'on peut raisonnablement attendre de sa part.

Eu égard à l'élément spécifique des dépenses (appelées « *commissions* ») en faveur de sociétés étrangères *off-shore* ou de bénéficiaires non identifiés inscrits dans les comptes sociaux de la société ..., le bureau d'imposition pouvait valablement faire état, nonobstant la présomption de véracité au fond instaurée par le § 208 (1) AO en faveur d'une comptabilité formellement régulière, de doutes si ces commissions représentaient des contreparties réelles de prestations effectives en faveur de la société ... et solliciter des informations complémentaires de la part de cette dernière en se prévalant de son devoir de collaboration consacré par les §§ 170 et 171 AO.

Il résulte des éléments du dossier fiscal, comme par ailleurs dégagé par les premiers juges, que le bureau d'imposition a effectivement sollicité auprès de la société ... des informations complémentaires entre autres sur les postes de commissions susvisés.

Celle-ci a soumis des pièces supplémentaires sous forme, d'une part, d'une liste des bénéficiaires réels des commissions indiquant leurs noms, prénoms, leur activité professionnelle et leurs villes d'établissement et, d'autre part, d'une liste des montants respectivement alloués aux différents apporteurs d'affaires en raison de chaque dossier de

domiciliation. En outre, la société ... a fourni des explications orales par le biais de son représentant lors d'un entretien avec le préposé du bureau d'imposition. Finalement, la société ... a précisé dans un courrier du 26 avril 2005 que les commissions « *ont été versées par le biais de société off shore et payées en cash à nos différents apporteurs d'affaires dont vous trouverez la liste ci-jointe. Dans le cas où vous souhaiteriez des informations complémentaires, je viendrai vous en faire part de vive voix et ceci, afin de respecter la confidentialité qui me lie à ces différentes personnes* ».

C'est à bon escient que le tribunal administratif a retenu que les §§ 171 et 205 AO confèrent au bureau d'imposition le pouvoir d'exiger de la part du contribuable la preuve de la réalité d'une dépense et de son lien avec l'activité imposable et le bureau d'imposition peut exiger dans ce cadre, si cette preuve ne peut pas être rapportée à suffisance de droit et de fait au moyen d'autres éléments soumis par le contribuable, l'indication par celui-ci du bénéficiaire de la dépense dans la mesure où cette révélation peut être, d'après les circonstances de l'espèce, raisonnablement imposée au contribuable.

En l'espèce, les charges de commissions enregistrées dans les comptes sociaux de la société ... au bénéfice de sociétés étrangères *off-shore* sans autres documents justificatifs constituent des opérations au sujet desquelles le soupçon d'un défaut de réalité économique pouvait valablement être élevé par le bureau d'imposition, de manière que celui-ci a exercé son pouvoir d'appréciation en conformité au § 2 de la loi d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 et aux §§ 204 et 205a AO en exigeant de la société ... l'indication des bénéficiaires effectifs de ces commissions et des montants leur alloués.

En ce qui concerne les doutes quant à la réalité du paiement des commissions et à leur import réel, la société ... a soumis au bureau d'imposition outre le relevé des bénéficiaires de commissions, un relevé renseignant par année d'imposition concernée les dossiers de domiciliation transmis par les apporteurs d'affaires, le montant du chiffre d'affaires réalisé par dossier et le montant de la commission allouée à l'apporteur d'affaires correspondant nommément visé.

Si les indications soumises par la société ... ne permettent pas à elles seules au bureau d'imposition de chercher sans autre mesure d'instruction, fût-ce par échantillon, une confirmation auprès des apporteurs d'affaires sur base du § 175 AO sur les commissions dont la société ... fait état, la Cour, comme par ailleurs antérieurement le tribunal arrive à la conclusion que l'ensemble des éléments de fait prévisés en cause, ensemble les moyens et explications de la société ... au cours de la procédure contentieuse, documentent à priori de manière cohérente et avec une probabilité suffisante la réalité des opérations et des paiements de commissions en cause eu égard à la pratique courante du monde des affaires de verser des contreparties pour des apports d'affaires et au mode de règlement des commissions imposé par les apporteurs d'affaires qui rendait une preuve documentaire difficile.

Au cas où le bureau d'imposition aurait, dans le cadre de sa mission de contrôle et d'investigation des cas d'imposition, entendu procéder à une vérification de la réalité des paiements de commissions litigieux à travers des questions afférentes posées à certains des bénéficiaires des commissions en cause, il lui aurait incombé de solliciter formellement la production, par la société ..., d'un relevé des apporteurs d'affaires comportant l'indication de leurs adresses exactes et il ne pouvait pas, comme il l'a fait en l'espèce, tirer des éléments lui soumis jusque lors de plano la conclusion que la réalité des paiements des commissions litigieuses n'était pas établie en cause, sans avoir au préalable formellement requis la

soumission de ces informations supplémentaires, le libellé exact des informations supplémentaires revendiquées n'ayant été communiqué à l'administré qu'en date du 15 novembre 2005, soit postérieurement à l'émission des bulletins d'impôt entrepris.

C'est néanmoins à tort que le tribunal administratif a dégagé à partir de ces éléments que les commissions litigieuses sont à qualifier de dépenses d'exploitation déductibles et a réformé les trois bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités déferés alors que l'inobservation des règles destinées à protéger les droits de la défense du contribuable ne peut qu'entraîner l'annulation des bulletins d'imposition émis au terme d'une procédure viciée.

Le jugement du 7 mai 2007 est à réformer dans ce sens.

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges

la Cour, statuant contradictoirement, sur le rapport de son conseiller,

reçoit l'acte d'appel du 18 juin 2007,

le déclare également fondé,

par **réformation** du jugement du 7 mai 2007,

annule les trois bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités pour les années 2000, 2001 et 2002, émis à l'égard de la société anonyme S.A le 18 août 2005 par le bureau d'imposition Sociétés 2,

renvoie l'affaire devant le directeur de l'administration des Contributions directes en vue de sa transmission au bureau d'imposition compétent.

laisse les frais des deux instances à charge de l'Etat.

Ainsi délibéré et jugé par

Jean Mathias Goerens, vice-président
Marc Feyereisen, conseiller, rapporteur
Henri Campill, conseiller

et lu par le vice-président Jean Mathias Goerens en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier de la Cour Anne-Marie Wiltzius.

le greffier

le vice-président